

# Femmes autochtones en mouvement : fragments de décolonisation

**Jules Falquet** (Université Paris Diderot)

En ces temps d'engouement (parfois hélas superficiel) pour les perspectives décoloniales, le récent numéro de la revue québécoise *Recherches Féministes* ouvre une brèche dans l'épais silence qui entoure les femmes autochtones<sup>1</sup>. Cette nouvelle livraison, qui contribue à dénoncer 526 ans de génocide, porte en effet sur leurs mouvements, leurs créations et leurs luttes – principalement au Québec, lieu d'édition de la revue, mais aussi au Guatemala et au Mexique, deux pays du continent à forte population autochtone. Le thème est d'importance : d'abord, parce que la colonisation du continent, la traite transatlantique et l'esclavage sont au cœur de la modernité occidentale. Ensuite, parce que les luttes actuelles contre la recolonisation du continent —et tout particulièrement celles des femmes autochtones, dans leur immense diversité— comptent parmi les plus acérées et novatrices des oppositions actuelles au néolibéralisme.

Le paysage éditorial francophone n'était pas complètement désert. Outre les textes déjà parus dans RF au Québec, la revue suisse-française NQF a publié plus d'une dizaine de textes de différentes natures autour des luttes des femmes Amérindiennes du Mexique, notamment des zapatistes, du Guatemala, ou de Bolivie, principalement dans deux numéros spéciaux sur l'Amérique latine (en 1999 et en 2005). Tout récemment, les Cahiers du Genre publiaient aussi un double entretien avec l'environnementaliste Yanacona colombienne María Ovidia Palechor et Lorena Cabnal, Maya Xinka guatémaltèque et l'une des principales exposantes du « féminisme communautaire », dont on reparlera plus bas et dont la lutte centrale est la défense simultanée « du Territoire-Terre et du Territoire-Corps »<sup>2</sup>.

Au Québec même, la population autochtone compte approximativement 150.000 membres, soit 2 % de la population. Elle répartie entre dix nations autochtones officiellement reconnues (abénaquises, algonquine, atikamek, crie, huronne-wendat, micmaque, mohawk, innue, naskapie et inuïte <sup>3</sup>). Il existe très peu

d'intellectuelles universitaires Amérindiennes visibles —le racisme poussant au reste de nombreuses familles à masquer leurs origines, jusque vis-à-vis de leurs enfants<sup>4</sup>. Les portes des universités leur sont quasiment fermées, les enseignements universitaires sur les questions autochtones sont presque inexistantes, moins encore par et pour des Autochtones, à plus forte raison dans une perspective de genre —même si un laboratoire de recherche à propos des femmes autochtones vient d'être créé en lien avec la fédération des femmes autochtones du Québec (FAQ) par Suzy Basile, auteure dans ce numéro, à Abitibi-Temiscamingue (UQAT). On comprend mieux pourquoi il a fallu plus de dix ans d'efforts à Estelle Lebel, rédactrice en chef de Recherches Féministes, et aux deux coordinatrices, les sociologues Marie Léger (qui travaille depuis plus de vingt ans avec différentes organisations de femmes autochtones du continent) et Anahí Morales Hudson (spécialiste de l'intersectionnalité et des mouvements sociaux au Mexique, au Pérou et en Bolivie), pour réaliser ce numéro, qui évite soigneusement de les réduire à la rubrique « témoignages » et propose, en plus des classiques entretiens avec des militantes, plusieurs articles de femmes autochtones scientifiques : Patricia Monture, juriste Mohawk Haudenosaunee, Suzy Basile, docteure Atikamekw en sciences de l'environnement, et la guatémaltèque Aura Cumes, docteure Maya Kaqchikel en anthropologie.

Dans le premier article, Patricia Monture revient sur l'importance des mots en ce qui a trait au pouvoir, à l'identité et à la souveraineté amérindienne. Ce sont souvent les femmes qui transmettent et même produisent, les récits sacrés ou littéraires. Monture présente cette vaste et déjà ancienne littérature, souvent réduite à deux lectures (est-elle féministe ? Est-elle authentique ?), au mépris de son immense diversité et de son caractère fondamentalement non-individualiste. Comme certaines auteures Africaines, Autochtones et décoloniales (d'autres étant plus dubitatives à cet égard), Monture affirme que « chez mon peuple [Mohawk-Haudenosaunee<sup>5</sup>], le genre n'est pas construit de manière oppressive ». Elle en veut pour preuve que le récit de la création haudenosaunee raconte que le monde a été créé à partir du corps d'une femme et que ce sont les femmes qui « possèdent » les champs. Et elle conclut sur les mots de Beth Brant, Mohawk Degonwandonti, issus du premier recueil d'écrits de femmes autochtones *A Gathering of Spirit* (1988) : « Nous avons toujours été ici. Nous serons toujours ici ». On peut y lire un écho à la conclusion du célèbre essai de la Chicana Gloria Anzaldúa sur la conscience de la Mestiza : « Cette terre a été mexicaine un jour / a été indienne toujours / elle est indienne. /Et elle le sera de nouveau. »<sup>6</sup>

Dans le deuxième article, co-écrit avec son ancien directeur de thèse, Suzy Basile décrit en détail les savoirs et les valeurs des femmes Atikamekw<sup>7</sup> et comment celles-ci sont transmises —la langue Atikamekw étant d'ailleurs l'une des moins menacées d'extinction au Québec. L'article illustre l'importance, en la matière, du territoire —une question qui revient dans plusieurs textes du numéro et qui est centrale dans les analyses et les luttes décoloniales et autochtones, notamment féministes. En effet, l'accaparement du territoire est intimement lié au génocide, que ce soit à l'époque coloniale ancienne ou aujourd'hui avec l'extractivisme transnational néolibéral et néocolonial. Et c'est précisément dans les luttes contre l'extractivisme, en particulier au Guatemala et en Bolivie, que différentes femmes Autochtones ont développé le « féminisme communautaire », qui combat simultanément les transnationales, la militarisation de leur région et l'avancée du néolibéralisme —et renouvelle à la fois les luttes Indiennes, environnementalistes, féministes et décoloniales.

Le troisième article illustre l'arrivée à maturité d'une première génération d'intellectuelles Autochtones urbaines, dans toute la Mésos-amérique et plus particulièrement au Guatemala, après de longues décennies de participation aux processus organisationnels ruraux-catholiques puis aux projets révolutionnaires, puis leur émancipation partielle de la gauche classique et leur intégration en cours dans l'univers des ONGs et de la coopération internationale. Aura Cumes, dont le texte est issu d'une conférence prononcée au Chili, s'appuie sur le livre le plus fameux du peuple K'iche', le Popol Wuj<sup>8</sup>, condensé de ce que les Maya ont nommé leur « cosmovision » et qui raconte l'histoire du peuple K'iche' depuis ses origines mythiques jusqu'à l'invasion espagnole. Comme Monture, Cumes insiste d'abord sur le fait que le Popol Wuj, tout comme les langues et les coutumes indiennes actuelles, mentionnent toujours les femmes au même titre que les hommes, plaçant au centre des relations entre femmes et hommes —et de la vie Maya en général—, la dualité, la complémentarité et l'équilibre. Elle affirme ensuite que c'est surtout la « maison du colonisateur » qui a transformé les hommes autochtones en paysans sans terre, et surtout les femmes en servantes [muchachas], non pas parce qu'elles étaient/sont pauvres mais précisément parce qu'elles sont Autochtones —comme elle le montre d'ailleurs dans sa remarquable thèse. Pour Cumes, ce ne sont donc pas les cultures originaires, mais l'imposition d'un patriarcat colonial qui a placé les femmes indiennes au plus bas de l'échelle sociale. Cependant, décoloniser ne doit pas empêcher de « problématiser la condition des femmes autochtones et les relations de pouvoir entre les hommes et

les femmes ». Elle s'oppose donc à ce qu'elle nomme « l'essentialisme défensif » autochtone, y compris dans certaines « visions [...] dogmatiques et fondamentalistes de gauche et féministes anti-autochtones ». Et elle réclame pour les autochtones la possibilité d'être des « sujets délibérants » qui peuvent et doivent redéfinir sans cesse leur cosmovision et leur culture.

Il aurait été extrêmement intéressant de faire dialoguer ce texte, comme celui de Monture, avec ceux du féminisme communautaire qui critiquent « de l'intérieur » certaines formes d'idéalisation du passé précolonial. Plusieurs décrivent en effet la colonisation comme l'union de deux patriarcats (européen et autochtone) aux dépens des femmes autochtones. Ainsi, dès 2010, la bolivienne aymara Julieta Peredes, des Mujeres Creando Comunidad, propose les concepts de patriarcat préhispanique et d'entronque patriarcal [jonction patriarcale]<sup>9</sup>, tandis qu'à la même époque quoique sans concertation préalable, la guatémaltèque déjà mentionnée Lorena Cabnal, du groupe Amixmasaj, forge ceux de patriarcat ancestral originel et de reconfiguration patriarcale.

Quant à l'histoire de la principale organisation de femmes autochtones du Québec, la FAQ (fondée en 1974 dans la vague de résistance à une possible suppression du statut indien) et à ses relations tant avec le mouvement autochtone à hégémonie masculine qu'avec le mouvement féministe à hégémonie blanche, le numéro propose un fort intéressant entretien mené par Marie Léger (co-coordinatrice du numéro) avec quatre militantes-clés : la productrice de télévision Ojibwé<sup>10</sup> Michèle Rouleau, ancienne présidente de la FAQ (1987-1992), France Robertson, ancienne coordinatrice Innue<sup>11</sup> à la promotion de la non-violence de la FAQ, très active dans la signature du protocole de solidarité mutuelle avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ) en 2004, Ellen Gabriel, artiste et ancienne porte-parole officielle Mohawk lors de la crise d'Oka en 1990, présidente de la FAQ entre 2004 et 2010 et signataire du Protocole, et enfin Viviane Michel, spécialiste Innue de l'éducation populaire et présidente de la FAQ depuis février 2017. Ces dernières y reviennent d'abord sur leurs luttes en matière légale, centrales pour les femmes autochtones. En effet, pour « protéger » les communautés de l'introgression des (hommes) blancs (éviter l'accaparement des logements, des terres ou leur participation dans la vie politique locale), la loi enlevait aux femmes leur statut indien si elles épousaient un blanc, ce qui est relativement fréquent dans les communautés urbaines. L'une des revendications originelles de la FAQ fut donc l'abrogation de cette

disposition, qui lui valut bien des tensions avec les hommes autochtones. A partir de 1987, la FAQ affirme cependant sa double position : défense simultanée du droit à l'égalité (femmes - hommes, autochtones et non-autochtones), autrement dit des droits individuels, en même temps que des droits collectifs. Le retour sur ce débat complexe éclaire bien la situation délicate des femmes des Premières Nations, comme de la plupart des femmes racisées, qui refusent d'être instrumentalisées par l'Etat contre leur propre groupe, mais inversement qui ne sauraient renoncer à leurs droits —comme par exemple au Mexique en 2012, où l'État mexicain refusa d'inscrire dans la Constitution les « Us et coutumes » (et notamment la propriété collective indienne de la terre et du sous-sol), en s'abritant derrière des prétendues inquiétudes sur les « droits des Indiennes ». L'entretien aborde ensuite les rapports de la FAQ avec le mouvement des femmes et le féminisme « blanc », c'est à travers la signature d'un protocole de solidarité mutuelle avec la FFQ, établi de Nation à Nation, que la FAQ a réussi à poser les Indiennes en égales des autres militantes —ce qui constitue une stratégie et un type d'alliance tout à fait exceptionnel dans le monde.

Deux autres articles, écrits par des chercheuses non-autochtones, portent sur le travail d'artistes autochtones. Amélie-Anne Mailhot présente *Je suis une maudite sauvagesse/Eukuan nin matshimanitu innu-iskueu*, livre publié dès 1976 par An Antane Kapesh (Innue) pour raconter à la première personne les effets de l'invasion du Nitassinan [notre terre] par 'le Blanc'. A nouveau, apparaît l'importance du territoire mais aussi la terrible violence de la colonisation et surtout son actualité. Julie Bruneau pour sa part présente en détail l'exposition itinérante et participative *Walking with our Sisters* de Christi Belcourt (Métis), qui honore les vies des 1 .181 femmes autochtones disparues ou assassinées au cours des 30 dernières années, un féminicide particulièrement minimisé jusqu'à la publication du rapport officiel de la Gendarmerie royale du Canada en 2014. La question des fillettes« volées » et scolarisées de force dans des pensionnats spéciaux et celle des femmes disparues et assassinées au Québec font d'ailleurs l'objet de deux comptes rendus de lecture d'ouvrages. Enfin, deux articles collectifs évoquent pour l'un, les carnivals autochtones du Québec et la mise en avant paradoxale par les communautés elles-mêmes, à cette occasion, de miss et de reines, en dépit de l'idéal de modestie individuelle qui domine en général, dans le but explicite de contrer les stéréotypes qui font des réserves des lieux de misère et de désespoir (Marie-Pierre Bousquet, Anny Morissette et Laurence Hamel-Charest) ; l'autre, de Sophie Brière, Maripier Tremblay et Isabelle Auclair,

explicite les difficultés qu'affrontent les entrepreneuses autochtones, coincées entre le manque de moyens financiers, le manque de formation et des modèles d'accompagnement peu adaptés. Enfin, Rosalva Aída Hernández Castillo, anthropologue mexicaine, présente sa vision de l'activisme juridique féministe qui s'est développé au cours des dernières années autour de la figure d'anthropologues métisses convoquées comme expertes pour appuyer différentes revendications et luttes de femmes autochtones. Curieusement, l'article passe sous silence le travail de très nombreuses femmes et féministes, Amérindiennes et métisses, anthropologues, juristes ou « profanes », qui dans le Chiapas, avant, avec ou hors du mouvement zapatiste, ont travaillé et mis en discussion les « us et coutumes » (notamment le groupe Kinal Antsetik, la féministe historique Mercedes Olivera, ou encore l'avocate Marta Figueroa).

On aurait aimé, bien entendu, que ce numéro soit encore plus épais. On aurait apprécié par exemple, des textes sur l'un des grands mouvements autochtones de la période récente, Idle No More, lancé en 2012 par quatre femmes. Il aurait été passionnant de découvrir d'autres textes du reste du continent (même si la revue chronique l'ouvrage de la féministe italo-mexicaine Francesca Gargallo, qui a elle-même recueilli les voix de 607 peuples de « Notramérique »), ainsi que sur l'hétérosocialité —sachant que le mouvement féministe latino-américain et des Caraïbes inclut un certain nombre de lesbiennes amérindiennes visibles et actives, qu'une considérable littérature sur les personnes Two Spirits s'est développée dans le Nord du continent et que le féminisme décolonial affirme que les sociétés originelles ne connaissaient pas un système de genre binaire et exclusivement hétérosexuel. Enfin, on aurait aimé en savoir plus sur les résistances à l'extractivisme, à la militarisation et aux tentatives de recolonisation qui constituent le quotidien de nombreux groupes autochtones du continent.

Cependant, il était impossible de tout faire et il faut saluer ce numéro qui rend visibles d'importantes contributions de femmes et féministes autochtones et souligne dans une perspective décoloniale affirmée, l'urgence de prendre au sérieux ces épistémologies (comme le souligne le compte-rendu d'un ouvrage collectif paru au Mexique, *Más Allá del feminismo*). Les cultures autochtones accordent souvent une grande importance à l'oralité, à l'expression visuelle (peinture, sculpture, arts plastiques en général, films), à la littérature et à la poésie. Mais il ne s'agit pas d'expressions artistiques détachées de la lutte politique ou de la réflexion académique. Le numéro est illustré en couverture par

une toile d'Ellen Gabriel, peintre en même temps que militante de la cause Mohawk et ex-présidente de la FAQ. Il s'ouvre avec un poème de l'écrivaine et réalisatrice documentaire Innue Joséphine Bacon, docteure honoris causa de l'[Université Laval](#) et primée pour son travail littéraire bilingue. Recherches Féministes propose ainsi un clin d'œil, une piste, pour entendre et accueillir pleinement ces épistémologies qui débordent les cadres occidentaux de l'académie, de l'art et du militantisme. Souhaitons d'être nombreuses à leur emboîter le pas, finissant comme l'écrit Gloria Anzaldúa « par comprendre [que nous] ne sommes pas en train de [les] aider, mais de [les] suivre »<sup>12</sup>.

<sup>1</sup> Il s'agit d'un groupe composite. Selon le recensement de 2016, 50 % se revendiquent comme Premières Nations, 38% comme Métis (population issue d'unions entre des femmes autochtones et des hommes canadiens dès le XVIe siècle) et 7% comme Inuit (d'origine asiatique « récente »). Sur l'ensemble du continent, il existe également des populations simultanément Indiennes et Noires comme les Garifuna (sur la côte caribéenne de l'Amérique centrale), ou encore les Miskito (sur la côte Atlantique Nicaraguayenne).

<sup>2</sup> 2015, « 'Corps-territoire et territoire-Terre' : le féminisme communautaire au Guatemala » (Entretien avec Lorena Cabnal, traduit de l'espagnol), in : Cahiers du Genre n°59, pp 73-90.

<sup>3</sup> En italiques, les peuples qui en plus de leur propre langue, parlent plutôt l'anglais que le français.

<sup>4</sup> Je remercie chaleureusement Dominique Bourque pour cette remarque.

<sup>5</sup> Les Mohawk, qui rassemblent environ 15.000 personnes entre le Québec, l'Ontario et l'État de New York, constituent l'une des six nations Iroquoises.

<sup>6</sup> <https://journals.openedition.org/cedref/679>

<sup>7</sup> La population Atikamekw est estimée à 8.000 personnes organisées en trois bandes et vivant dans la vallée de la [rivière Saint-Maurice](#).

<sup>8</sup> L'ouvrage est probablement traduit en latin d'un texte en « hiéroglyphes mayas » entre 1554 et 1558 par trois représentants des quatre lignées fondatrices du peuple K'iché'. Issue d'un ancien Etat puissant, la population K'iche' est estimée à environ 1,3 millions de personnes, dont Rigoberta Menchu, prix Nobel

de la Paix en 1992.

[9](#) Paredes, Julieta (2010). Hilando fino desde el feminismo comunitario. La Paz, Comunidad Mujeres Creando Comunidad, Deutscher Entwicklungsdienst (DED).

[10](#) Les Ojibwés (ou Anishinaabes) comptent 125 bandes regroupant 76.000 personnes de l'ouest du [Québec](#) à l'est de l'[Ontario](#), tandis que 100.000 personnes résident aux États-Unis, où elles forment le troisième groupe autochtone le plus important derrière les [Cherokees](#) et les [Navajos](#).

[11](#) La population Innu ou Montagnais-Naskapi est estimée à 20 000 personnes (10 [bandes](#)) au [Québec](#) et plus de 2 000 (deux bandes) au [Labrador](#). Elle fait l'objet de tentatives de sédentarisation forcée extrêmement néfastes.

[12](#) Gloria Anzaldúa, « La conscience de la Mestiza. Vers une nouvelle conscience », Les cahiers du CEDREF 18 | 2011 : <http://journals.openedition.org/cedref/679>